


RELATIONS PRESSE CONFEDERALES



Communiqué de presse

Projet de loi immigration : la CGT appelle le gouvernement à prendre ses responsabilités

Hier, l'Assemblée nationale a rejeté le projet de loi asile immigration porté par le gouvernement grâce au vote d'une motion de rejet. C'est un véritable camouflet pour le gouvernement qui confirme que le président de la République n'a plus de majorité pour gouverner.

Emmanuel Macron et Gérald Darmanin doivent, maintenant, prendre leurs responsabilités et mesurer toutes les conséquences de ce vote : ce projet doit être abandonné et l'exécutif doit prendre en compte le danger que représenterait le fait de donner des gages supplémentaires à la Droite en durcissant ce texte, notamment en retenant des dispositions qui mettraient à mal des principes forts de la République tels que : la remise en cause du droit du sol, la suppression de l'AME, la suppression des mesures de régularisation, le durcissement du regroupement familial du droit d'asile, l'augmentation des prérogatives arbitraires des préfetures...

La CGT appelle, dorénavant, les parlementaires à faire preuve de réalisme, de responsabilité et d'humanisme. Une loi sur la régularisation des travailleurs et travailleuses sans papiers doit voir le jour, un titre de plein droit doit être créé. Les travailleurs et travailleuses sans papiers en grève, depuis le 17 octobre, en Île-de-France, comme les travailleurs Emmaüs, dans le Nord, doivent être régularisés sans attendre.

Hier, devant l'Assemblée nationale, la CGT appelait déjà à prendre en compte la réalité sociale, celle vécue par les travailleurs et travailleuses immigré-es dans notre pays. Elle renouvellera cet appel le 18 décembre prochain, journée internationale des migrant-es, en appelant à une journée puissante de mobilisation, partout en France, pour la régularisation des travailleurs et travailleuses, pour la justice et l'égalité sociale.

La CGT rappelle que les Français-es ne sont pas en attente d'une énième réforme sur l'immigration mais d'une augmentation de leur salaire et de leur pension. Ce n'est pas un référendum sur l'immigration qui rassemblera le pays mais, plutôt, un référendum sur les retraites.

Montreuil, le 12 décembre 2023